

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 11 (1985)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Bibliographie critique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

**BUCHBESPRECHUNGEN
BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE**

Planspiel Familie

Familie, Kinderwunsch und Familienplanung in der Schweiz.

H.-J. Hoffmann-Nowotny, F. Höpflinger,
F. Kühne, C. Ryffel, D. Erni

Verlag Ruegger, Diessenhofen, 1984.
Broché, 366pp., Prix : Fr. 38.-.

*Josette Coenen-Huther,
Département de Sociologie Université de Genève, 1211 Genève 4*

Saisir la place de l'enfant dans l'esprit et dans les projets des couples en âge de procréer est une étape essentielle de la compréhension du recul de la natalité. C'est à cette entreprise que se sont attelés nos collègues zurichoises. Leur enquête a été conduite auprès de quelque six cents couples romands et alémaniques, mariés depuis au maximum dix ans.

Le plan macro-social n'est pas absent de l'ouvrage: il en constitue à la fois l'infrastructure et le pivot. Toute une série de données démographiques nous rappellent les modifications de la nuptialité et de la divortialité qui, depuis le milieu des années soixante surtout, ont marqué la baisse de la natalité. Ces transformations sont inscrites à leur tour sur la toile de fond du processus de modernisation et, plus particulièrement, du passage de la *Gemeinschaft* à la *Gesellschaft* avec tout ce que cela implique du point de vue de l'élargissement de la liberté individuelle. Chacun veut profiter de sa marge d'autonomie, de sa gamme de possibles et tend ainsi à rejeter les contraintes liées à toute *Gemeinschaft*. Certains ne font que repousser ces contraintes, en retardant le moment du mariage; d'autres les évitent définitivement en refusant toute institutionnalisation de leur union, lui préférant une cohabitation moins astreignante; d'autres encore en minimisent le poids par le refus d'enfants. Liée aussi à l'émergence du *Welfare State*, la perte de fonctions de la famille a profondément transformé les rapports à l'enfant. Ces derniers ne sont plus pour leurs géniteurs les descendants auxquels sera transmis le patrimoine familial, pas plus qu'ils ne sont la promesse d'une force de travail ou celle d'une assurance vieillesse. Ils ne constituent finalement - et ici se situe la justification de la démarche microsociologique de l'enquête - qu'un projet de vie parmi d'autres. Le choix d'avoir ou non des enfants dépend ainsi aujourd'hui avant tout du désir des

parents, de leurs besoins émotionnels, de la satisfaction qu'ils en attendent.

Les réponses que donnent les couples interrogés à la question du sens qu'ont pour eux les enfants légitiment ce cadre d'analyse. Les avantages liés à la présence d'enfants s'organisent en effet très nettement autour du plaisir qu'ils procurent au plan émotionnel et de la justification qu'ils apportent au mariage. De même, les désavantages cités accentuent fortement les restrictions à la liberté et la limitation du temps libre qu'ils représentent.

Le poids accordé aux aspects positifs ou négatifs de la procréation n'est toutefois pas, on s'en doute - le seul déterminant. Au terme de leur analyse, les auteurs montrent non seulement que d'autres facteurs interviennent mais surtout - et c'est un des intérêts de leur recherche - que ces facteurs varient selon qu'il s'agit d'opter pour ou contre un premier enfant ou pour ou contre le(s) suivant(s).

Certes, les couples ne désirant pas fonder de famille accentuent tout particulièrement les entraves à la liberté que représentent les enfants. Leur choix repose toutefois prioritairement sur des facteurs plus objectifs, sociaux et culturels. Ainsi, un mariage tardif de la femme, une importante différence d'âge entre les conjoints, un niveau de formation, un revenu et un statut professionnel élevés du mari ainsi qu'une orientation professionnelle marquée de l'épouse sont autant de variables qui accroissent la probabilité pour un couple de ne pas avoir de descendance. En revanche, leur rôle explicatif diminue lorsqu'il s'agit de décider si l'on va avoir plus d'un enfant ou non. Ici passent au premier rang des facteurs personnels, comme l'expérience au cours de sa propre enfance (nombre élevé de frères et soeurs, origine campagnarde) ou l'orientation aux valeurs (entre autres, importance accordée à la vie familiale, religiosité - non la confession qui n'est plus un élément de différenciation quant au nombre d'enfants).

Notons que cette étude confirme les données rassemblées à l'étranger sur la tendance au nivellement de la taille finale de la famille par rapport à la position sociale. De même, le niveau de formation de l'homme comme de la femme ne joue un rôle qu'en ce qui concerne la *valorisation* de la procréation. Plus le niveau de scolarisation est bas, plus sont accentuées les valeurs traditionnelles: l'enfant comme but du mariage, le rôle de mère et père, la tradition familiale. A l'inverse, plus la femme jouit d'une formation élevée, plus elle met en avant le sens qu'a l'enfant pour son propre épanouissement.

L'émancipation de la femme (dont l'élévation du niveau de formation n'est qu'un aspect) entretient toutefois une relation beaucoup plus fondamentale - et potentiellement lourde de conséquences - avec la procréation. C'est là un autre point fort de la

recherche. Des réponses des couples interrogés, il apparaît en effet que la participation du mari aux tâches ménagères est proportionnellement inverse au nombre d'enfants, que l'épouse reste ou non au foyer. Très concrètement, cela signifie que le mariage implique pour une majorité de femmes un choix entre l'exercice de leur profession et la mise au monde d'enfants, avec l'acceptation de la répartition traditionnelle des rôles. Celles qui optent à la fois pour la procréation et le travail à l'extérieur paient le plus souvent le refus de cette alternative d'un prix élevé. Elles doivent alors accepter aussi bien des entraves au développement de leur carrière professionnelle qu'un cumul des tâches (la double journée). On comprend ainsi que les femmes les plus émancipées - celles qui ont le meilleur niveau de formation, celles qui ont la conception la moins traditionnelle de la vie de couple - soient celles qui souhaitent le moins d'enfants. La vie leur offre d'autres perspectives.

Est-ce alors à dire que l'avenir de la natalité dépend en fin de compte des femmes, de leur degré d'acceptation du rôle d'épouse au foyer, de leur renoncement à une vie professionnelle équivalente à celles de leurs maris ?

L'un des auteurs - dans une section parfois quelque peu normative - s'interroge sur le rôle que les pères pourraient jouer dans cette évolution en assumant leur part des tâches domestiques et d'éducation des enfants. Les faits cités n'incitent guère à l'optimisme à cet égard, tout au moins dans le court terme. Les obstacles liés au marché du travail sont connus: salaires féminins insuffisants à compenser la perte de revenu du mari qui limite ses activités professionnelles, rareté des postes à temps partiel (surtout pour les hommes), quasi impossibilité de faire carrière pour qui a un emploi de ce type. Tout aussi réelles sont les barrières culturelles et psychologiques. L'un des exemples les plus parlant est la corrélation positive entre le degré de satisfaction professionnelle d'un homme et l'intensité de son attitude favorable aux enfants - attitude qui se traduit d'ailleurs partiellement dans ses comportements à leur égard. On comprend que les choix soient parfois cornéliens.

Cornélien ou non, un choix reste un choix. Or, pour un nombre non négligeable de femmes interrogées, la procréation n'a pas été cette manifestation de leur liberté individuelle. Vingt pour cent d'entre elles environ ont mis au monde un enfant qu'elles ne voulaient pas ou dont elles souhaitaient tout au moins retarder la venue. A l'époque de cette grossesse non désirée, la moitié des couples concernés pratiquaient pourtant l'une ou l'autre forme de contrôle des naissances. S'agissait-il alors d'une mauvaise utilisation de la méthode choisie ou d'un réel échec, comme l'affirment les intéressés ? Il est difficile de trancher. Ce que l'enquête nous apprend en tous cas, c'est qu'environ la moitié, respectivement le

quart, des quelque 600 couples rencontrés ont recouru un jour à des pratiques aussi peu fiables que le préservatif masculin et le coïtus inter-ruptus. L'explication passe ici, en partie, par des facteurs religieux (à la fois confession et religiosité). Ce sont eux aussi qui influencent le plus fortement le degré de tolérance face à l'avortement.

Au terme de cette lecture, on regrettera peut-être qu'une étude centrée sur l'explication de la baisse de la natalité par le (non)désir d'enfants ne porte que sur les couples mariés. L'attitude à l'égard des enfants des couples non mariés vivant en cohabitation pourrait, semble-t-il, contribuer à la compréhension des tendances à la dénatalité. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage apporte des données utiles sur une problématique dont on ne peut nier l'actualité.

**La société de connivence.
Media, médiations et classes sociales.
Paul Beaud**

Aubier, Paris, 1984, Broché, 382 pp. Prix: Fr.s. 30.90

*Pierre Maurer, Institut d'anthropologie et de sociologie,
Faculté des Sciences Sociales et Politiques,
Université de Lausanne, Av. Vinet, 19, 1004 Lausanne.*

Le but que Paul Beaud s'est donné dans ce livre est de décrire et de comprendre les formes de représentations que les sociétés se donnent d'elles-mêmes et leurs incidences sur l'action des hommes. Si c'est là le souci de la sociologie en général, Paul Beaud, en tant que spécialiste de cette branche particulière qu'est la sociologie des communications de masse, entend étudier en particulier comment les idéologies se diffusent dans nos sociétés complexes, comment elles deviennent dominantes en participant à la fois au maintien et aux transformations des structures sociales, comment elles sont "médiatisées" par les moyens de communication et singulièrement ceux qui ont été récemment produits par l'évolution des technologies (TV par câble, vidéo, satellites, etc.).

Ce vaste projet le conduit à analyser le rôle et la fonction des médias, et d'autre part l'évolution générale de nos sociétés post-industrielles pour dégager les relations socio-historiques et les implications théoriques et politiques qui en découlent.

Son investigation débute naturellement aux sources de cette "science des médias" à laquelle cette réflexion se veut une contri-

bution. Il commence dans une longue première partie à montrer les faiblesses théoriques, les contradictions et les inconsistances auxquelles l'"empiricité libérale" américaine, cette "méthode sans théorie", a conduit. La fantastique accumulation désordonnée de "résultats", de recherches, d'enquêtes, de rapports et autres analyses illustre la formidable impasse à laquelle a conduit le fonctionnalisme qui a, la plupart du temps, inspiré tous ces chercheurs dont le chef de file, Paul Lazarsfeld, est l'illustration la plus achevée.

C'est le mythe de la science pure, de la connaissance objective qui a conduit tout une génération de sociologues à s'intéresser aux médias et, essentiellement, à en mesurer *les effets* dans l'étroit prisme Emetteur - Message - Récepteur. Il est vrai aussi que l'influence du behaviorisme était alors à son comble dans les sciences sociales.

Paul Beaud se livre ainsi à une critique au vitriol, systématique et implacable, de l'ensemble de cette tradition qui conduit immanquablement à faire l'apologie de la société consensuelle de type nord-américain en "naturalisant" les valeurs qui lui sont propres (individualisme, compétition, utilitarisme, rationalité, etc.), en niant l'existence de rapports de classe et en réduisant le social à l'interaction d'individus abstraits et désocialisés. P. Sorokin et W. Mills étant les seules - mais combien notables - exceptions. "A l'issue de ce survol, il est frappant de constater que cette science des médias, dans ses affirmations et dans ses silences, est solidaire de l'individualisme petit-bourgeois et de ses conceptions des rapports entre l'individu et le social." (p. 139).

Au contraire de ses collègues américains, Beaud conçoit les médias essentiellement comme des *instruments d'exercice du pouvoir* et de *reproduction des inégalités sociales*, sans pour autant tomber dans le travers qui consiste à y voir soit le mal absolu ou l'outil d'aliénation et de manipulation par excellence des masses, soit à nier purement et simplement l'existence d'une dimension politique dans le message mass-médiatique, tel que le suggère par exemple un sociologue comme Michel Maffesoli qui ne voit que "ruse" dans cette relation: "la finalité sociale des médias, c'est autant de mettre en relation que de désunir".

Il essaye dès lors d'analyser les rouages de cette "fantastique machine à créer du réel" qu'est le média, qui sépare le vrai du faux, qui fait croire, mais aussi exister et qui, en définitive, oriente l'ensemble des activités sociales et la vie de nos sociétés en construisant et en légitimant l'image que cette société se donne d'elle-même.

D'où l'intérêt que Paul Beaud porte à l'aspect "créateur de sens", à la genèse de l'établissement d'un "ordre des choses" dans nos vies que le média, à travers toute l'opacité qui le caractérise,

parvient à créer. Bien sûr, comme l'auteur le dit quelque part, "il n'y a rien de nouveau sous le soleil des médias": le symbole, le mythe, la religion, l'image ont toujours eu cette fonction de légitimation dans l'histoire des sociétés.

Mais la différence est qu'aujourd'hui, avec la technicisation croissante et l'irruption de la modernité, on assiste à un considérable élargissement des élites et à l'émergence d'un pouvoir plus diffus, plus éclaté, ce qui a conduit à de nouveaux conflits nécessitant de nouveaux équilibres. Et toute l'originalité, nous dit Paul Beaud, est que cette fois-ci, cette renégociation s'est faite en dehors des instances sociales habituelles (partis, syndicats, travail, politique) pour s'étaler au grand jour des médias. En effet, le média serait devenu le lieu privilégié d'expression des antagonismes sociaux, un lieu de négociation des enjeux politiques et sociaux et en particulier, le lieu de formation des représentations sociales. Or l'étude du contenu et du fonctionnement des médias depuis mai 68 montre l'émergence d'une "*nouvelle petite bourgeoisie*", d'une "classe médiane" qui a réussi à imposer sa vision du monde et dont Paul Beaud essaye de cerner les contours: journalistes, cadres, spécialistes des sciences sociales, salariés des médias, bref tous ces travailleurs de l'"industrie culturelle" comme aurait dit Adorno, distincts tant de l'intelligentsia bourgeoise traditionnelle que des classes possédantes, puisque privées de ressources économiques, mais investis de nouveaux pouvoirs - ceux de la Culture et de la Parole - et dépositaires d'un "capital scolaire" (décidemment, le langage économique ne connaît plus de frontières).

Cette "nouvelle classe" (qui n'est pas non plus celle de Djilas) parle désormais en notre nom à tous et pèse d'un poids considérable sur les options qui engagent la société tout entière en agissant dans la sphère de la culture pour défendre ses intérêts propres. La communication, le contrôle de la Parole et de l'Ecrit sont ainsi devenus, plus que jamais nous dit Paul Beaud, un *enjeu de classe*.

Classe ambiguë, à la fois moderniste et conservatrice, acteur essentiel de ce que Beaud appelle la "culture médiatique", cette couche sociale nouvelle aurait investi les instances de gestion idéologique et pratique que sont devenus les médias "au moment de son ascension à l'historicité". Son émergence s'est traduite par la remise en question des normes sociales et des valeurs culturelles dominantes. Si, comme Paul Beaud le reconnaît avec humour, "il y a peu d'écologistes macro-biotiques dans la classe ouvrière", il n'empêche que son influence (l'auteur hésite à parler d'hégémonie) a été considérable: féminisme, écologie, défense des consommateurs, associations de quartier, on pourrait multiplier les exemples. Ainsi, le Planning familial, dans sa lutte pour la contraception où il s'est heurté en France à l'hégémonie de la classe dominante conservatrice, peut-il être considéré comme l'expression

typique de l'action de cette "nouvelle classe". Citons encore l'intérêt subit que nos journaux ont montré pour des sports comme le tennis, la voile, ou le golf - y compris *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur* - qui serait à éclairer également à partir de l'"ethnocentrisme de classe" de cette couche montante.

Mais l'exemple que Paul Beaud développe de manière plus approfondie est celui des programmes de télévisions locales ou autres expériences nouvelles en matière de médias et d'animation organisés dans des "cités nouvelles", comme à Grenoble ou à Créteil dans la banlieue parisienne. L'idée des urbanistes et sociologues qui ont animé ces projets qui on fleuri un peu partout était de remédier à ce qu'on a pu appeler la "sarcellite" des grands ensembles: anomie, apathie civique, délinquance, criminalité, solitude et autres bienfaits de notre civilisation individualiste et productiviste. Avec ces nouvelles technologies de la communication, croyait-on, on pourrait apporter des solutions à nos "maux de civilisation". On a créé ainsi des espaces expérimentaux, véritables laboratoires sociaux, dont il est peut-être encore trop tôt pour tirer les conclusions définitives. Pour Paul Beaud qui a suivi ces expériences de très près, "Ce qui se met en place ici - la télévision n'en fut qu'un des moyens - c'est une politique de gestion de l'opinion et plus largement de gestion de la société dont les nouvelles classes moyennes constituent le relais indispensable, l'appui social. C'est, concrétisant le déclin relatif de l'activité politique traditionnelle, l'établissement de nouvelles médiations sociales que les nouveaux médias favorisent mais dissimulent, sous couvert de la mutation idéologique du discours sur la démocratisation, du culturel à la communication." (p. 225).

Or, l'essentiel de la population de ces villes nouvelles est constitué par ces classes tout aussi nouvelles (employés, cadres, professions libérales, la plupart du temps issus de milieux populaires et qui "se détournent souvent de l'action politique et syndicale qui pourrait leur rappeler leur classe d'origine"). Dans ces sortes d'oasis, hors de l'histoire et des classes, tout est mis en place pour annuller les conflits potentiels et, ce faisant, augmenter le contrôle social: spécialistes à l'affût de vos moindres "besoins", prise en compte des doléances des habitants, vie "communautaire" organisée par le pouvoir, associations de quartier, animation "socio-culturelle", encouragement du bénévolat, etc."Dans les limites que la nécessité impose au choix d'aller y vivre, cette ville nouvelle est peut-être spécifiquement conçue, le marqueting aidant, pour attirer une population en rupture de classe qui croit y trouver les signes de son ascension." (p. 226).

La prise en charge bureaucratique et l'artificialité des rapports qui en sont issus tout comme le fait que l'associationnisme est voué à la professionalisation, comme l'avait montré ce brillant sociologue suisse que fut Albert Meister, sont autant d'éléments

que ces ingénieurs sociaux de l'urbanisation - eux-mêmes purs produits de cette nouvelle élite médiane - n'avaient pas pris en compte.

S'il est vrai que pour Paul Beaud "Créteil ne fait qu'hypertrophier, précipiter les évolutions structurelles", on a quand même l'impression qu'il a tendance à trop marquer le trait, à utiliser une loupe déformante et ainsi à grossir par trop le phénomène qu'il met en évidence, ce qui est probablement inévitable quand on "découvre" quelque chose dans nos disciplines.

D'autre part, dans son chapitre intitulé "Le sens du sens", l'auteur propose des approches alternatives du phénomène de la communication sociale, intégrant notamment le temps et l'espace, en esquissant "une approche des liens généraux qui unissent profondément les moyens et les symboles de la communication à la société" (p. 181). On regrettera ici que cette partie ne fut pas plus développée, puisqu'elle a pour vocation de remplacer l'empirisme plat qui est dénoncé avec tant de féroce. D'ailleurs, Paul Beaud le reconnaît lui-même: "Tableau incomplet, bien sûr, et de surcroît trop bref: chaque thème n'est, nous en avons bien conscience, qu'une amorce de problématique." (p. 203).

Mais saluons toutefois ce livre pour ses nombreuses qualités, son étonnante érudition et surtout son style remarquable qui ne dévoile pas seulement un chercheur de talent, mais un véritable écrivain.

Le fonctionnalisme en sociologie: et après ? Jacques Coenen-Huther

Editions de l'Université de Bruxelles, 1984
231 pp. - Prix : Fr.b. 590.-

*André Ducret, Ecole d'Architecture,
9, Bd Helvétique, 1205 Genève*

Issu d'une thèse de doctorat récompensée, en 1982, par le prix Vladimir Orlow, cet ouvrage unit densité du propos, clarté d'expression et érudition sociologique sans jamais sacrifier ni à la suprême théorie ni à l'empirisme abstrait que dénonçait jadis C.W. Mills.

Dans un premier temps, Jacques Coenen-Huther s'attache à dessiner le profil épistémologique du fonctionnalisme considéré non pas comme l'approche scientifique par excellence, mais bien

comme un mode d'interprétation de la réalité sociale parmi d'autres. A ce titre, le fonctionnalisme, c'est d'abord un vocabulaire, des mots qui reviennent, des notions d'autant plus ambiguës d'ailleurs qu'elles se rapprochent du sens commun. Besoin, fonction, rôle, système, équilibre: du côté de chez Merton, ces mots prennent une signification qui n'est pas toujours celle que leur confère Parsons. Aussi bien ce vocabulaire doit-il être méthodiquement décortiqué jusqu'à ce qu'apparaisse le noyau sur lequel concentrer la critique à savoir les problèmes que soulève l'introduction, en sociologie, d'une terminologie empruntée à la biologie par exemple. L'analogie, en soi, n'est certes pas condamnable, et tout dépend de l'usage qu'on en fait: d'une discussion serrée des positions défendues par R.K.Merton, l'auteur dégage ainsi la nécessité d'interroger le lien entre raisonnement fonctionnaliste et analyse causale d'une part, entre la fonction comme métaphore et la fonction entendue au sens mathématique d'autre part. Il apparaît alors qu'engageant un type particulier, spécifique, de causalité, l'approche fonctionnaliste ne saurait prétendre à l'universalité; au fond, la démonstration proposée consiste à faire la preuve que cette optique n'est pas la seule légitime et que tout le monde n'est pas obligé de l'adopter, bien au contraire.

Insister sur le caractère partiel, relatif, de l'explication fonctionnaliste s'avère d'autant plus nécessaire que celle-ci se veut libre de toute métaphysique si bien qu'avec elle, la sociologie aurait enfin gagné le statut de science à part entière. Chacun connaît le gigantesque effort des "pères fondateurs" pour assurer à la discipline une place reconnue au sein du tableau des sciences. Cet effort, le fonctionnalisme le donne pour abouti, la sociologie entrant définitivement dans l'âge positif dont Comte proclamait autrefois l'avènement.

L'influence du positivisme ne s'arrête d'ailleurs pas là car le fonctionnalisme en hérite aussi une gamme de métaphores organicistes dont joueront tour à tour sociologues, psychologues ou ethnologues - j'ajouterais volontiers: architectes et urbanistes. Comme le positivisme encore, le fonctionnalisme sociologique moderne associe volonté de savoir et capacité de prévoir. Ainsi l'intérêt que présente l'oeuvre de Merton tient-il, en particulier, à sa tentative d'élucider les éventuelles applications pratiques d'une sociologie au service de la prise de décision. De la pétition de principe qui, au siècle précédent, liait projet sociologique et réforme sociale, on passe avec le fonctionnalisme à une ère nouvelle: celle de la professionnalisation de la discipline. L'expert prend le relais du professeur, la chaire devient bureau - évolution que ne contredit pas, quelles que soient ses ambitions théoriques, le structuro-fonctionnalisme de T.Parsons dont, au chapitre second, l'argumentation est résumée avec précision.

Le rôle que joue le concept de système dans l'approche parsonienne différencie celle-ci du fonctionnalisme mertonien. Répondre à la question: "qu'est-ce que le système social ?" devrait permettre, aux yeux de Parsons, de "formuler une théorie générale de l'action qui puisse servir de cadre conceptuel pour toutes les théories sociologiques (p. 42). Dois-je avouer que je n'ai pas exactement saisi l'enjeu que recouvre la distinction qu'opère plus loin Jacques Coenen-Huther entre théorie explicative et cadre de référence ? Toujours est-il qu'après avoir encore relevé que le fonctionnalisme représente "un outil conceptuel conçu pour être mis au service de n'importe quelle orientation théorique" (p. 49), ce dernier le voit néanmoins inscrit au sein d'une vision du monde qui excède le champ propre de l'investigation scientifique - thème sur lequel des considérations plus conséquentes, inspirées des travaux de l'école de Francfort, eussent été sans doute instructives.

De même, s'il est vrai que, comme l'observe Henri Janne dans son excellente préface, l'auteur apporte nombre d'éclaircissements utiles à propos des paradigmes de la sociologie, on le sent partagé entre deux optiques consistant tantôt à marquer la rupture épistémologique qu'instaure le fonctionnalisme par rapport aux courants qui l'ont précédé, tantôt à en faire une modulation singulière de ce qu'il nomme le paradigme des faits sociaux. Au fond, la question est de savoir dans quelle mesure les sciences de l'esprit passent par des moments comparables à ceux décrits par Kuhn dans le domaine des sciences naturelles. En d'autres termes, y a-t-il une structure des révolutions scientifiques en sociologie ? Prenant acte de la situation pluriparadigmatique qui caractérise la sociologie contemporaine, Jacques Coenen-Huther voit plutôt la compétition des paradigmes s'organiser, aujourd'hui comme hier, entre deux perspectives dominantes: le paradigme des faits sociaux (dans le sillage de l'école sociologique française) d'une part, le paradigme de l'action sociale (dans la tradition classique allemande) d'autre part. De type "holistique", le premier se rattache d'habitude à une conception systémique de la sociologie, à la façon du fonctionnalisme donc; en revanche, le second, que Javeau nomme ailleurs "atomistique", donne priorité, lui, à l'analyse des processus.

La grandeur de Parsons serait d'avoir, dans la première partie de son oeuvre du moins, tenté de fusionner ces deux pôles entre lesquels balance notre corporation depuis qu'elle existe. Tentative vouée à l'échec d'ailleurs, comme se plaît à le souligner l'abondante littérature critique que l'auteur passe systématiquement en revue, qu'il s'agisse de références anglo-saxonnes, françaises ou néerlandaises (qui connaît, en Suisse, l'oeuvre de Zijderveld ?). C'est sans doute qu'antagonistes, ces paradigmes le sont aussi du point de vue de la méthodologie qu'ils invoquent à l'appui de la théorie. D'orientation positiviste pour l'un, interprétative pour l'autre, divers discours de la méthode s'affrontent ainsi

en un combat que n'arbitre pas - mais faut-il le regretter ? - la perspective dialectico-matérialiste ici présentée en tant que position intermédiaire. Laissant provisoirement de côté la question de savoir comment sortir de cette situation, Jacques Coenen-Huther revient alors aux concepts essentiels du fonctionnalisme dont, au chapitre quatrième, il cherche à la fois à repérer les acceptations successives et à retracer la mise en oeuvre qu'il suppose obéir à une logique déterminée. Trois concepts-clefs sont soumis à un examen détaillé: ceux de fonction, de système et de structure dont il s'agit d'identifier la signification dans tel ou tel contexte d'utilisation

Qu'on entende par "fonction" la contribution au maintien d'un système, une exigence qu'impose celui-ci, ou encore un processus observable jugé fonctionnel, il est ainsi d'usage de mettre l'accent sur l'interdépendance entre un ensemble et ses parties. Dire d'un phénomène B qu'il est fonction de A, est-ce toutefois faire de A la cause de l'effet B ? Selon notre auteur, en général, le sociologue fonctionnaliste "cherche moins à présenter l'enchaînement des relations de cause à effet qu'à mettre en évidence les interdépendances systémiques" (p. 78) si bien, ajoute-t-il, que "ce qui rend intellectuellement acceptable une proposition fondée sur le concept de fonction, c'est la possibilité de concevoir pour les besoins de l'analyse l'ensemble auquel elle se réfère comme un système tendant vers une situation d'équilibre ou en mesure de s'adapter à son environnement par le jeu de mécanismes internes" (p. 79). Mais qui dit fonction dit aussi "besoin" d'où quelques réflexions pertinentes au sujet de cette notion, en négligeant toutefois les critiques décisives d'Heller ou de Baudrillard, oubli qui peut surprendre quand on connaît l'impact qu'ont aujourd'hui les thèses du dernier nommé.

Cela étant, à quoi sert dès lors la notion de "système" ? Affirmer d'une entité quelconque qu'elle constitue un système, c'est reconnaître qu'en l'occurrence, le tout dépasse la somme des parties, qu'il y a relation d'interdépendance entre ces parties et qu'enfin, ladite interdépendance ne s'établit pas au hasard mais selon des règles à découvrir. Ces postulats, qui sont ceux du fonctionnalisme, l'analyse systémique ne se contente pas de les reprendre à son compte mais elle les affine et en précise la valeur opératoire grâce à l'introduction d'idées comme celles d'entropie, de complexité, de hiérarchie des niveaux d'organisation ou d'autorégulation. Cependant, pour Jacques Coenen-Huther, l'analyse systémique ne s'applique pas ipso facto aux phénomènes qu'étudie la sociologie, discipline où, comme l'enseigne son histoire, il convient de prendre garde en permanence à l'importation sauvage de conceptualisations venues d'ailleurs. Ainsi en va-t-il du modèle mécaniste par exemple, emprunté à la physique du dix-septième siècle, et qu'on retrouve chez Pareto d'abord, Parsons ensuite; de même, il convient de se méfier de l'organicisme, ce cadeau em-

poisonné de la biologie à la source de l'intoxication fonctionnaliste.

La généalogie de tels transferts n'étant pas l'essentiel de son propos, l'auteur s'interroge encore sur le concept de "structure" dont, à la suite de Boudon, il note la polysémie à laquelle n'échappent de toute évidence ni Merton ni Parsons. C'est dire que l'approche fonctionnaliste pose en fin de compte plus de problèmes qu'elle n'en résout, problèmes dont la liste est dressée au chapitre suivant: fonction pour qui, et pour quoi ? Propension à l'explication tautologique. Vision a-historique du social. Pire encore: la préférence du fonctionnalisme pour les situations d'équilibre alors même qu'il faudrait penser l'interdépendance systémique en termes de processus et non en termes d'états: en effet, si "certains systèmes possèdent un haut niveau de stabilité en même temps qu'un faible degré d'interdépendance", cela prouve bien que "ces variables ne varient pas nécessairement dans le même sens" (p. 110). Quant au concept de dysfonction, chacun sait combien il est difficile de lui ôter toute connotation normative, ce dont atteste d'ailleurs, si besoin est, le fait d'ignorer les éléments non fonctionnels de la réalité sociale, ceux qui ne contribuent ni au maintien ni au changement du système. En définitive, décider de ce qui est fonctionnel, dysfonctionnel ou non fonctionnel engage un rapport aux valeurs dont le sociologue ne peut faire l'économie et qu'il doit, par conséquent, rendre explicite - point sur lequel, de Weber à Horkheimer, les arguments ne manquent pas.

Il ne faut cependant pas s'y tromper: Jacques Coenen-Huther évite tout jugement à l'emporte-pièce sur une approche qui, bien entendu, rend compte de certains aspects du social, mais pas de tous, et qui, à ce titre, mérite d'être complétée voire corrigée par d'autres. La difficulté réside alors dans l'articulation de ces différents modèles les uns par rapport aux autres, notamment, comme l'a tenté Janne, du modèle de la force sociale par rapport au modèle fonctionnel et, dans une large mesure, non coercitif. Or, pour qui oeuvre dans la longue durée, il apparaît que cette difficulté n'est pas neuve et qu'à contempler l'histoire de la sociologie, le comparatiste averti voit sans cesse revenir les mêmes problèmes. D'où, pour l'auteur, la nécessité de travailler sur des principes généraux à partir, comme il se doit, de la (re-)lecture des "classiques".

Relire dit-on, c'est lire à nouveau: normalement chacun d'entre nous connaît la tradition sociologique, qu'il y puise de quoi apaiser la soif d'exégèse qui, depuis toujours, définit les clercs ou qu'il s'en serve en fonction de ses propres recherches sur le terrain. Pour beaucoup, ce parasitage représente même la condition sine qua non de tout progrès scientifique, un arsenal étant à notre disposition où piller les armes d'une critique au présent. Aussi ré-

ducteur que celui qui se contente de répéter ce qu'a "vraiment" dit tel ou tel auteur, ce rapport à la tradition ne permet cependant pas de surmonter la désagrégation qui caractérise aujourd'hui une sociologie où chacun cultive, à court terme, la différence pour la différence. Sans rien sacrifier au dogmatisme ni au pragmatisme, il s'agit au contraire de déceler désormais les éléments sur la base desquels édifier une nouvelle synthèse - celle-là même, au fond, que le fonctionnalisme avait rêvé sans y parvenir ...

Vaste ambition que celle-ci, lucide aussi, ancrée dans la conviction qu'à sombrer dans le désenchantement fin-de-siècle, la sociologie ne s'en remettra pas. Centré sur les convergences et divergences du fonctionnalisme par rapport à d'autres courants, le sixième chapitre de ce livre est écrit à rebours de l'esprit du temps. C'est ainsi que Jacques Coenen-Huther passe d'abord en revue les essais de synthèse entre perspective consensuelle et perspective conflictuelle, à commencer par celui de Simmel, suivi d'Horowitz (recours au concept de coopération), de Coser (effet stabilisateur du conflit), de van den Bergue (apport de la dialectique marxiste) et, enfin, de Janne. Puis il rappelle en quoi consiste la critique d'Elias à l'adresse du fonctionnalisme - à notre avis, la critique la plus pénétrante et la plus utile aujourd'hui. Ces auteurs ne se sont toutefois jamais organisés en un courant délibérément opposé au fonctionnalisme; tel est en revanche le cas de tendances apparues depuis dans la sociologie nord-américaine à savoir l'interactionnisme symbolique, la sociologie d'inspiration phénoménologique et l'ethnométhodologie.

Avec l'émergence de ces nouveaux courants, "le paradigme de l'action sociale regagne du terrain par rapport au paradigme des faits sociaux" (p. 131), début d'une évolution que Balandier décrit, lui, comme l'anthropologisation généralisée de la sociologie. Peu ou prou méconnus jusqu'ici dans l'univers intellectuel franco-phone, ces courants retiennent toute l'attention de l'auteur qui, une fois encore, en fait ressortir avec subtilité les traits saillants. Au terme de l'analyse, il constate toutefois que, s'agissant de jeter les bases d'une réconciliation possible entre paradigmes, seule la recherche de Berger et Luckmann semble offrir des perspectives véritablement fécondes puisqu'orientée par la bonne question: "comment est-il possible que des significations subjectives deviennent des états de faits objectifs ?" (cit. p. 159).

C'est à expliquer ce passage que le sociologue devra dorénavant se consacrer dans un effort de synthèse qui consiste non pas à unifier artificiellement la sociologie, mais bien à dégager les intersections entre approches différentes, à désigner les points où elles se rejoignent, soucieuses d'"expliquer le fait paradoxal que l'homme perçoit comme extérieure à lui-même une réalité qu'il ne cesse de produire" (p. 162). Revenant sur le concept de système, Jacques Coenen-Huther admet ainsi qu'à condition de différencier

les niveaux d'analyse, celui-ci conserve toute son utilité dès lors qu'il s'agit de penser la production et la transformation d'une structure sociale. De ce point de vue, je regrette d'ailleurs l'absence dans ce livre d'une réflexion sur le concept d'auto-organisation qui, de prime abord, me semble fournir un modèle explicatif pertinent applicable à de nombreux phénomènes étudiés par le sociologue, ceci à divers niveaux de la réalité sociale précisément. Mais laissons cela de côté: discutant plus loin l'opérationnalité de la notion de rétro-action en sociologie, l'auteur insiste sur la nécessité de démêler deux types de processus: les processus de morphostase, qui ont tendance à maintenir le système dans un état donné, et ceux de morphogenèse, qui poussent à la transformation du système à tel ou tel moment. Or, le fonctionnalisme paraît avoir privilégié les processus de morphostase alors même que ce sont ces derniers qui sont, au contraire, "caractéristiques des systèmes complexes d'ordre supérieur" (p. 173). Par suite, s'il est correct de conceptualiser le social comme un système adaptatif complexe (cf. le modèle construit p. 176), cette manière de faire suppose qu'on pense ensemble changement et continuité - ce qu'à mon avis, répétons-le, malgré la défiance de l'auteur à l'endroit des raisonnements par analogie, les travaux d'un scientifique comme Henri Atlan aident aujourd'hui à saisir.

En conclusion, Jacques Coenen-Huther dégage huit préceptes généraux qui, selon lui, constituent désormais autant d'exigences à prendre en compte aussi bien dans l'élaboration théorique que dans la pratique de la recherche sous peine de voir la sociologie se dissoudre et disparaître peu à peu du système des sciences. On laissera au lecteur la surprise de découvrir ces préceptes ... règles du nouveau métier de sociologue qui commandent l'effort à fournir dans les directions qui suivent :

- réconciliation de la logique systémique et de la logique de l'action sociale;
- combinaison de l'analyse des contraintes structurelles avec l'étude psycho-sociologique des faits de la vie quotidienne;
- introduction de la dimension diachronique dans l'étude des systèmes sociaux;
- conciliation du désir de généralisation et d'abstraction avec le souci de la singularité historique et culturelle.

Au terme de cet ouvrage passionnant, il ne reste qu'à méditer ces quatre commandements dans l'espoir, comme l'écrit avec bonheur Jacques Coenen-Huther, de "réconcilier enfin la sociologie avec sa diversité".

**L'exploration de la modernité.
La démarche de Louis Dumont ou le traité sur la comparaison
Gérald Berthoud et Giovanni Busino, Eds.**

No. spécial de la Revue Européenne des Sciences Sociales
(*Cahiers Vilfredo Pareto*), Tome XXII, No. 68, 1984.
Librairie Droz, Genève, 1984, 206 pp. - Prix : Fr. 60.-

*Georges-M. Schmutz, Institut d'anthropologie et de sociologie,
Av. Vinet, 19, 1004, Lausanne*

Depuis quelques années l'approche comparative ou comparativiste fait sa réapparition dans les sciences sociales. En fait elle est constitutive de toutes les sciences humaines. Les pères fondateurs des sciences sociales ont amplement démontré la place qu'elle occupe dans l'étude des phénomènes sociaux. Méthodologiquement, la comparaison hante la sociologie depuis John Stuart Mill jusqu'à la sociologie radicale de Garfinkel (Rule, 1984). Elle est à la fois très évidente et très problématique. La délimitation des situations ou des phénomènes à comparer pose encore des problèmes non résolus à ce jour.

Dans ce débat, Louis Dumont est devenu une référence obligée. Son oeuvre apparaît aux sociologues et aux anthropologues comme un exemple illustre à connaître et à méditer; elle manifeste deux qualités essentielles à la démarche comparative: (1) la capacité intellectuelle de vision globale des phénomènes à étudier (2) la volonté d'étoffer tel projet théorique d'un minutieux travail sur le terrain, ce terrain pouvant être le "fieldwork" habituel de l'ethnologue ou de l'anthropologue ou porter sur un ensemble d'écrits caractérisant un univers culturel défini.

C'est à la découverte de cette démarche que nous convie le tome XXII de *La Revue européenne des sciences sociales* (*Cahiers Vilfredo Pareto*) avec son numéro 68 entièrement consacré à *L'exploration de la modernité. La démarche de Louis Dumont*, études publiées par Gérald Berthoud et Giovanni Busino. Ce petit livre de deux cents vingt pages environ peut être considéré comme un premier traité récent sur les questions que pose aux sciences sociales la ré-émergence de la problématique comparative. C'est en outre le premier ouvrage en français réunissant autant d'informations biographiques et bibliographiques sur Louis Dumont. Le livre contient trois sortes de contributions: (1) un curriculum vitae et des bibliographies (bibliographie complète des œuvres de Dumont, bibliographie sommaire des principaux et plus récents articles et travaux sur Dumont), (2) trois interviews et entretiens avec Louis Dumont, (3) dix articles consacrés à l'indologie, à la modernité et à la comparaison. L'ouvrage est complété par un in-

dex des noms et par un index analytique des matières très élaboré (20 colonnes).

Ce livre nous fournit tout d'abord des renseignements biographiques sur Dumont (études, fonctions successives, grades et titres, distinctions) ainsi que la première bibliographie complète des écrits de Dumont (138 entrées de 1947 à 1984) comprenant les travaux non publiés, les traductions d'ouvrages et les comptes rendus. La littérature secondaire est également traitée. Bien que non exhaustive, elle mentionne les principaux éléments y compris les sources hors commerce telle une importante brochure polycopiée sur Dumont (référence complète en fin d'article).

Les informations bibliographiques et biographiques sont complétées par deux interviews (Christian Delacampagne et Jean-Pierre Enthoven) qui donnent à Dumont l'occasion d'expliciter son parcours intellectuel, sa démarche, et de se défendre contre les schématisations attribuées à son oeuvre, principalement celles concernant ses propos sur la hiérarchie et sur sa vision pessimiste de la société moderne individualiste. Dans un troisième entretien (pp. 152-168) il répond aux questions plus techniques que lui posent théologiens, sinologues, anthropologues et sociologues.

Les réflexions approfondies sur Dumont sont contenues dans dix articles. Neuf parmi ceux-ci ont déjà paru dans des ouvrages collectifs ou des revues (*Esprit*, *Critique*, *Annales*). Leur qualité varie. On s'étonne par exemple de trouver dans une revue spécialisée trois pages de vulgarisation pourtant signées Pierre Rosanvallon parues en 1983 dans *Libération*. Les contributions de Vincent Descombes, Jean-Pierre Siméon, Marcel Gauchet, Guy Haarscher ou celle des deux éditeurs sont en revanche d'une très haute tenue critique. L'intérêt du présent ouvrage est de les avoir réunies et mises en confrontation à l'aide d'une perspective nouvelle (approche comparative versus modernité) et d'une édition très bien faite (index analytique).

Cette partie centrale s'ouvre sur deux articles (Marinette Dambuyant et Paul Lévy) discutant en détail le traitement de la caste chez Dumont. La discussion se déroule sur le plan très technique de l'indologie mais elle nous intéresse surtout en ceci qu'elle fait apparaître l'hostilité scientifique que déclenche un thème réservé comme celui de la hiérarchie.

Suivent sept articles dont un déjà mentionné. Paul Thibaud commente le parcours intellectuel du Dumont qui passe de l'indologie à l'étude de l'idéologie moderne ainsi que les trois axes autour desquels cette étude se développe, les axes configurationnel, historique et national (pp. 51-55).

Henri Stern (pp. 57-66) prolonge ce commenatire en introduisant la sociologie des valeurs dumontiennes, formation et premières applications.

Suit la très brillante étude de Vincent Descombes intitulée "Pour elle un français doit mourir" (pp. 67-93). Descombes commence par y analyser la formation de la science politique conçue comme science du pouvoir et son dépassement chez Dumont par l'étude de la relation entre le "pouvoir" et les valeurs ou l'idéologie (soit le rétablissement dans la sociologie de la distinction entre pouvoir et puissance). Ignorant la division des tâches entre sociologie et anthropologie, Dumont parvient à voir l'idéologie et, en son centre, la passion de l'égalité (*homo aequalis*). Dumont parle de ce qui est aveuglant, et que pourtant nous ne voyons pas. Sa lucidité est-elle réellement émancipatrice ? est-elle scientifique c'est-à-dire communicable sans distorsion ? Descombes en doute pour deux raisons: Dumont s'approche avec des prétentions scientifiques du domaine qu'il définit lui-même comme non réductible à la science, les valeurs (le sacré). Sa pensée - et plus encore celle de ses lecteurs - est ainsi moins assurée d'émancipation qu'exposée à la contagion du sacré (pp. 92-93). Descombes attribue cet échec relatif à l'imperfection du vocabulaire employé par Dumont. Il faudrait traduire *individu* par *sujet* et *idéologie* par *debitum*.

Jean-Pierre Siméon introduit le thème de la transcendance qui sous-tend toute la réflexion de Dumont à l'aide du concept de *viabilité* d'une société, et examine à l'aide de ce concept les limites viables des notions d'*individu*, liberté, égalité et démocratie (pp. 95-108).

Article majeur suivant, celui de Marcel Gauchet, "De l'avènement de l'*individu* à la découverte de la société" (pp. 104-126) qui retient les thèses de Dumont mais non les conclusions. Gauchet élargit considérablement la perspective de Dumont sur la société moderne en invoquant l'hypothèse "d'une irrésistible transmutation des termes du débat social qui fut jouée avec l'avènement corrélatif de l'*individu* comme valeur et comme donnée (politique, économique) d'une part, et du marché, comme idée et comme pratique de l'économique, comme catégorie de pensée et domaine effectif d'autre part (p. 113)". Au lieu d'accepter la version plutôt pessimiste de Dumont concernant l'*artificialisme* égalitaire (notre idéologie, non conforme à la réalité qui elle est hiérarchique), Gauchet se demande: "Est-ce que l'illusion de l'*individu* - entendons-nous bien sur l'expression: l'illusion d'*indépendance* et d'*autosuffisance* d'un sujet censé ontologiquement préexister à la société alors qu'il en est, et notamment dans cette croyance, une *création* - n'est pas l'autre face d'un certain dévoilement de la vérité de la société, pour la première fois dans l'*histoire* directement exposée, de telle manière en particulier qu'on puisse l'*appréhender* sous un angle proprement

sociologique ? (p. 113)". A l'opération de dévoilement lumineuse d'acuité à laquelle se livre Dumont sur la genèse de l'individu, Gauchet adjoint une démarche complémentaire centrée sur la genèse d'une appréhension nouvelle du social.

Guy Haarscher repasse en détail l'argumentation de Dumont sur la genèse de l'idéologie moderne. Il lui reconnaît rite d'avoir permis que les thèmes du matérialisme, de l'individualisme et de l'économie politique puissent commencer à être articulés rigoureusement mais il met en question l'interprétation de l'idéologie moderne selon Dumont, surtout en ce qui concerne la voie qui part de Mandeville et mène, en passant par Smith, à Marx.

L'ouvrage se termine par un article commun de Gérald Berthoud et Giovanni Busino consacré à la comparaison. Dans la première partie de l'article (pp. 169-175), Louis Dumont est rattaché à la tradition anthropologique de comparaison telle que tracée par Boas, Mauss, Evans-Pritchard. Cette tradition est marquée par l'insistance sur un dosage complexe entre étude monographique et étude théorique comparative. La deuxième partie de l'article s'interroge sur les fondements épistémologiques de la comparaison. Trois conséquences épistémologiques sont extraites de l'oeuvre de Dumont: (1) La comparaison, c'est-à-dire la compréhension non sociocentrique des sociétés et cultures autres est possible à condition que la démarche comparative s'enracine consciemment dans la société qui la produit. (2) La culture individualiste est la seule qui soit en mesure de concevoir et d'accepter les autres cultures comme différentes et comme égales. (3) Dumont ne donne pas de réponses définitives aux questions que son oeuvre soulève. Par conséquent son travail débouche sur la reformulation des questions essentielles des sciences sociales: comment concilier égalité et altérité, universalité et différence. L'article s'achève sur une réflexion concernant la mise en perspective de la modernité et ses relations avec la démarche comparative éclairant les aspects obscurs de notre existence sociale.

L'engouement pour Louis Dumont ne doit pas faire douter de son importance réelle. L'effet de mode ne tient pas au clinquant théorique de son travail mais aux mauvaises habitudes de notre communauté intellectuelle qui ne s'intéresse qu'aux produits finis. Ce que nous admirons aujourd'hui chez Dumont fut mis en place dès ses premiers travaux en 1950. De l'ethnographie méditerranéenne à l'étude des castes de l'Inde, de l'indologie à l'étude de l'idéologie moderne, Dumont a mis au point des outils conceptuels permettant d'avancer dans la compréhension des sociétés non-occidentales et d'interroger les fondements épistémologiques des sciences sociales, soit d'explorer l'élément idéologique essentiel à l'Occident, la modernité. Louis Dumont est probablement le seul savant qui puisse traiter de sujets aussi sen-

sibles que la hiérarchie ou la transcendance, ou si dangereusement galvaudés que les différences de mentalité entre Anglo-saxons, Français et Allemands, sans risquer le discrédit auprès de la communauté scientifique. Son assurance est le résultat de trente années d'invention et de recherches qui ont donné à la démarche comparative en science sociale une assise scientifiquement acceptable. Cette appréciation est plusieurs fois faite dans ce livre. L'explicitation quelque peu détaillée de cette assise, en ce qui concerne ses éléments méthodologiques les plus efficaces (l'acculturation idéologique, l'intensification), a en revanche peu inspiré les divers auteurs. Il est vrai que d'une part Dumont se soucie peu de divulgation méthodologique et que, d'autre part, il aborde ces questions surtout dans les *Essais sur l'individualisme*, ouvrage comparativement peu évoqué dans cette publication.

Ce petit recueil d'articles sur Dumont répond à ce que l'on attend de ce genre de publication: il fournit des renseignements précis et complets sur l'auteur étudié; il laisse à ce dernier l'occasion de s'expliquer dans des interviews et entretiens; enfin il confronte sa pensée aux réflexions critiques les plus intéressantes du moment.

REFERENCES

- BERTHOUD, G. & BUSINO, G. (Eds) (1984), L'exploration de la modernité. La démarche de Louis Dumont, *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 12/68 (1984).
- BUSINO, G. (1984), "La sociologie comparative de Louis Dumont" (Institut d'anthropologie et de sociologie, Université de Lausanne, Série: *Cours, Séminaires et Travaux*, No. 2, Lausanne).
- DUMONT, L. (1983), "Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne" (Seuil, Paris).
- RULE, J.B. (1984), Law and Strategy in Sociological Explanation, *Archives Européennes de Sociologie*, 1 (1984) 167-182.

Une théologie pour athées.
F. Ferrarotti.

Librairie des Méridiens, Collection "Sociétés", Paris, 1984.
 Broché, 236 p. Prix: FF 100.-.

*lic. phil. Victor Weber, Redaktion Nordschweiz/Basler Volksblatt,
 Petersgasse 34, 4001 Basel.*

Die Soziologie auf der Suche nach dem verlorenen Sinn.

Franco Ferrarotti, Italiens Star-Soziologe und Professor für allgemeine Soziologie an der staatlichen Universität Rom, setzt in einer durch Atomwaffen bedrohten Welt seine Hoffnung auf eine ökumenische Universalreligion, die sich allen Orthodoxien und allen kirchlichen Bürokratien zum Trotz unverkennbar anbahne. Die philosophischen, soziologischen und sozialen Bedingungen und Voraussetzungen des Entstehens dieser das Ueberleben der Menschheit sichernden Universalreligion will Ferrarotti in einer Trilogie aufzeichnen. Bisher sind davon die ersten zwei Bände erschienen: "Una teologia per ateis" (Rom, Laterza, Januar 1983) und "Il paradosso del sacro" (Rom, Laterza, Juni 1983). Inzwischen liegt auch die französische Uebersetzung des ersten Bandes vor: "Une théologie pour athées" (Paris, Librairie des Méridiens, 1984). Der dritte Band der Triologie: "Dopo il cristianesimo: la religione perenne" ist in Vorbereitung.

In "Une théologie pour athées" schildert Ferrarotti die moderne Sinnkrise. Bereits mitten in der phänomenologischen Schilderung dieser Krise, von der seit langem die Rede ist, deutet er die Voraussetzung ihrer Lösung an: "poser le troisième terme, c'est-à-dire cet ensemble de normes et de valeurs partagées et vécues ensemble, qui dérivent des intérêts communs et fondamentaux de l'humanité comme telle - la survie et la garantie d'un développement autonome - sur la base desquelles on puisse opérer la rencontre et la synthèse créatives de mondes culturels différenciés et historiquement opposés". Es geht somit um die "Konstruktion" einer neuen "Synthese" kulturell-ethischer Art. In der Folge will Ferrarotti durch seine Kritik der wissenschaftlichen technischen Rationalität negativ darlegen, dass die Probleme der Menschheit nicht technisch lösbar sind. Die Stichworte in diesem Zusammenhang lauten: Gerechtigkeit, Liebe, Freiheit, Tod. Was diese Worte zu bedeuten haben, dies darzulegen, ist wohl Aufgabe des dritten Bandes. Der erste Band der Trilogie umreisst die allgemeine Problematik und übernimmt auch schon die Funktion als "pars destruens", die vollends dem zweiten Band vorbehalten ist.

Das zweite Kapitel von "Une théologie pour athées" geht von Martin Luther als Beispiel für die Erweckung einer "postrationalistischen Rationalität" aus, insbesondere vom Traktat "Von der Freyheyt eyniss Christen menschen" (1520): Der Glaube als Bindung (an das Heilige) und als Wurzel der Freiheit in einem. Bei Luther findet Ferrarotti das bei Kant und Boutroux wiederkehrende "homo-duplex"-Konzept vorweggenommen, aber auch Marx, den Luther gleichzeitig "umkehre": Es ist nicht nötig, die Welt zu verändern, man muss nur dem "Wort aus der Tiefe" lauschen und die Welt neu interpretieren. Auch in Marx macht Ferrarotti ein "ethisches Interesse" aus, ja eine Sehnsucht nach dem Absoluten. Des weiteren setzt sich der Autor mit dem Gegensatz zwischen Karl Marx und Max Weber auseinander und kommt dann wieder auf die Sinnkrise zu sprechen, die er als Chance für einen Neubeginn versteht. Von Comte und Durkheim ausgehend verbindet Ferrarotti die Sinnkrise mit einem übertriebenen Individualismus (Durkheim: "religion de l'individu"): Das Individuum breitet sich aus und verdrängt Gott. Den beiden französischen Klassikern attestiert Ferrarotti, "auf der Suche nach der verlorenen Solidarität" gewesen zu sein, sich bemüht zu haben, eine neue Moral zu "konstruieren".

Mit "La personne humaine comme sujet métahistorique de l'*histoire*" ist das vorletzte Kapitel betitelt, in welchem das Denken Jacques Maritains charakterisiert wird. Das Sein des Menschen gehe für den Neothomisten Maritain über das Mensch-Sein hinaus, da es des Menschen spezifische Eigenschaft sei, sich selber zu transzendieren. Der anthropozentrische Humanismus bedeute für Maritain eine Tragödie: "L'ambition de se poser comme réalité auto-suffisante s'est révélée être une dramatique erreur, elle a coupé l'homme de ses possibilités d'évolution, elle l'a conduit à se retourner sur soi-même, dans l'illusion de produire par soi-même, de façon immanente les valeurs transcendantes auxquelles se mesurer et se référer ... ". Kritisiert wird Maritains mittelaltertümelnder Neocorporatismus ("néocorporatisme moyenâgeux"), sein Modell einer "organischen Gesellschaft" (die Durkheims "mechanischer Solidarität" entspricht), in welcher von "sozialen Rassen" die Rede ist.

Felice Balbo ist der andere neothomistische Denker, den Ferrarotti behandelt. Für Balbo sei die natürliche Güte des Menschen oberstes Prinzip gewesen, grösste Hoffnung habe er auf das Gewissen gesetzt, das laut Ferrarotti metaphysisch vorausgesetzt werde und empirisch unnachweisbar sei.

Der Mensch bilde auch den Mittelpunkt von Adriano Olivettis Vorstellungen, wie eine weitgehende Gesellschaftsreform aussehen müsste. Olivetti, der Kopf des "Movimento Comunità", sei Ende der 50er Jahre seiner Zeit um zwanzig Jahre voraus gewesen, was das Umweltbewusstsein betrifft. Aufschlussreich ist das letzte

Kapitel "La religion éternelle, considérations postchrétiennes". Ferrarotti versteht den Menschen als geschichtliches Wesen, das Geschichte produziert, zwischen Rationalität, Arationalität und Irrationalität (Goethes "guter Wahnsinn"). Für eine Wiederentdeckung des Körpers plädiert Ferrarotti ebenso wie Nietzsche: ("Bleib der Erde treu").

Die Körperlichkeit plaziert Ferraroti in seine Vorstellungen von einer "substantiellen Rationalität" ("razionalità sostanziale", "rationalité essentielle"). Die substantielle Rationalität soll auch die ausgetrockneten zwischenmenschlichen Beziehungen, die auf das Prinzip des "do ut des" reduziert worden sind, neu beleben. Der Wunsch nach metautilitaristischen Beziehungen und das Sich-Dürsten nach dem Heiligen ("la fame del sacro", "la soif du sacré") sei in Ost und West unverkennbar. Folglich gelte: "Non pas crise du sacré, donc, mais crise de sa gestion, crise des mains impures qui se sont portées sur lui et l'ont transféré dans la logique du marché, objet parmi objets". Neue Gemeinschaft, neue Utopie tue not: "Kein Mensch ist eine Insel", Werte seien übergeschichtlich. Die Soziologie sei "la science de la solidarité perdue et ensemble la tentative désespérée de la retrouver". Soziologie sei Verbindungs-glied zwischen Ethik und gesellschaftlichem Alltag.

Une histoire des femmes est-elle possible ?
Sous la direction de Michelle Perrot.

Ed. Rivages, Marseille, 1984. Broché, 226 pp., Prix: FF 59.-.

Martine Chaponnière, 16, rue de l'Hôtel-de-Ville, 1204 Genève

Une histoire des femmes est-elle possible ?

Rappelez-vous. Des cortèges de femmes envahissaient les rues dans l'euphorie suscitée par mai soixante-huit en chantant sur un air très patriotique des paroles au goût de soutien-gorge calciné: "Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire. Depuis la nuit des temps, les femmes, nous sommes le continent noir. Levons nous, femmes esclaves et brisons nos entraves, Debout ! Debout ! Debout !".

C'était il y a 10 ans, 15 ans, les femmes se construisaient alors leur histoire tout en la faisant. Sont-ce les mêmes qui aujourd'hui, sagement assises à leur table de travail, demandent: "Une histoire des femmes est-elle possible ?"

A la période des manifestations de rues a succédé, en effet, une période de production académique intense. On en voit aujourd’hui le résultat dans un ouvrage comme celui - qui vient de paraître - des Actes du colloque national français consacré au thème "Femmes, féminisme et recherches"¹ et qui comprend près de 1100 pages, pour la plupart de haut intérêt. Les sciences humaines ont grandement bénéficié de la réflexion féministe, en particulier l’histoire, la psychanalyse, la linguistique et la sociologie, quatre domaines où "l’Histoire des femmes" tout comme "les histoires de (bonnes) femmes" ont peu à peu envahi le discours, parfois à leur insu. L’engouement actuel pour le quotidien, le vécu, le corporel et autres tripes savamment rebaptisées histoires de vie, sources orales ou encore méthodes biographiques, doit beaucoup au mouvement des femmes et à sa pratique la plus originale: celle des groupes de conscience².

Les pratiques féminines et féministes n’ont pas seulement enrichi le discours des sciences de l’homme, elles ont également amené à l’émergence d’un nouveau domaine, les études féminines, avec toute l’ambiguïté que comporte ce terme: études ou recherches relatives aux femmes, faites par des femmes, féministes (c'est-à-dire dans une optique de changement dans la condition féminine) autant d’interprétations possibles et qui ont effectivement prévalu. Le livre qui vient de paraître sous la direction de Michelle Perrot, "Une histoire des femmes est-elle possible" constitue à cet égard une reconnaissance unanime que le mouvement des femmes tel qu'il a resurgi dans les années 70 a permis - sinon produit - l’histoire des femmes, sa constitution, son écriture.

L’ouvrage, qui est issu d’un colloque d’historien(ne)s tenu à Saint-Maximin en France, regroupe une douzaine de communications. L’agencement des articles et leur contenu sont significatifs d’une approche qui accorde autant d’importance à la façon d’écrire l’histoire qu’à l’histoire elle-même. Les cinq premiers articles posent surtout des questions épistémologiques et méthodologiques, certaines spécifiques à l’histoire (par exemple, l’utilisation du sériel dans la constitution de corpus quantifiables), d’autres plus générales et se posant pour toute personne qui fait de la recherche quelle que soit la discipline à laquelle elle se rattache (relation sujet/objet, influence du contexte environnant sur la façon d’appréhender la recherche, etc.).

Les 6 derniers articles, tout en conservant cet intérêt général pour le façonnage de l’histoire, abordent l’histoire des femmes au

¹ Toulouse, décembre 1982, AFFER, Toulouse, 1984.

² Voir Rosiska Darcy de Oliveira, *Les femmes en mouvement et l’avenir de l’éducation*, Cahiers de la Section des Sciences de l’Education de l’Université de Genève, No. 14, 1979, 69-80.

travers d'un objet plus précis et circonscrit dans le temps (le masculin et le féminin dans la cité grecque; la mise en scène de l'inversion des rôles sexuels; la souffrance sexuelle masculine au XIXe siècle; le trousseau; le féminisme du XXe siècle; pouvoir des femmes au XIXe). Deux textes très courts, à cheval entre l'histoire, la critique littéraire et la psychanalyse - dont l'influence est d'ailleurs forte dans bien des textes du livre -, servent de transition.

Parmi les sciences humaines, l'histoire est un des domaines qui se prête le mieux au renouveau que permet l'approche féministe, sans doute parce que le besoin d'histoire est une question d'identité, tout comme les racines. Comme le souligne Arlette Farge, "pour exister, revendiquer, il faut avoir une mémoire, retrouver dans le passé enfoui celles qui nous ont précédées et que l'histoire jamais n'a prises en compte" (p. 20). A ses débuts, cette recherche frénétique va dans tous les sens, donnant peu à peu naissance à deux figures: "celle des héroïnes oubliées, des femmes exceptionnelles; celle de l'ensemble dominé des muettes de l'histoire" (p. 21). On aboutit alors, dans le premier cas, à une mise en avant de personnalités non représentatives des femmes en général (par exemple, Jeanne d'Arc, non seulement pucelle, mais brûlée vive ! modèle auquel il est pour le moins difficile de s'identifier), ou, dans le second cas, on se trouve placée face à une masse d'humiliées sans voix ni relief, auxquelles on n'a nulle envie de s'identifier.

Pendant cette période, que Farge situe entre 1970 et 1980, et parallèlement à ces deux courants, "les thèmes privilégiés sont ceux qui abordent le corps, la sexualité, la maternité, la physiologie féminine, comme si, en un premier temps, il était impossible de s'éloigner de cette "nature féminine" simultanément contestée par celles-mêmes qui la traduisent historiquement" (p. 22). Puis apparaîtront, dans la même perspective, des recherches sur les métiers féminins proches des "rôles naturels" (infirmières, sages-femmes, nourrices, institutrices, domestiques, etc.). Plus tard seulement les thématiques se distancieront des professions typiquement féminines pour aborder des "travaux de femmes" plus indifférenciés.

Dans l'ouvrage même, le corps reste très présent, quoiqu'abordé de différents points de vue. Yvonne Knibiehler établit une véritable "chronobiologie" dans son texte "Chronologie et histoire des femmes", prônant un découpage de l'histoire qui rende compte des rythmes féminins. Les périodisations pourraient s'établir à partir des progrès de l'obstétrique, de la réduction des naissances, du retard de l'âge au mariage, par exemple. "Mais dira-t-on, ces diverses remarques nous ramènent une fois de plus au corps des femmes et à la biologie, comme si toute chronologie qui les concerne ne pouvait partir que de là", s'interroge à bon escient

Knibiehler, qui poursuit: "Et pourquoi pas ? Quête d'identité, l'histoire est aussi quête de liberté. La liberté des femmes se heurte à cet obstacle, premier dans tous les sens du terme, que constituent les fatalités biologiques. C'est en raison de l'assujettissement du "sexe faible" aux phénomènes biologiques que la domination masculine a pu s'établir, se justifier, se perpétuer" (p. 55). Nous ne sommes pas loin, ici, de la Simone de Beauvoir de 1949, qui écrit dans "Le deuxième sexe"³, à propos de la femme: "Son malheur, c'est d'avoir été biologiquement vouée à répéter la Vie" (p. 85). N'aurait-on donc fait aucun progrès depuis 35 ans ? Catherine Fouquet va un pas plus loin et se demande "pourquoi il nous semble aujourd'hui que l'histoire des femmes va s'accompagnant d'un effort insistant et multiple d'analyse de l'histoire du corps féminin" (p. 72). "Détour obligé", répond l'auteur, pour qui "le corps féminin lui-même a son histoire" (p. 76), d'une part, et, d'autre part, l'étude de la corporéité féminine constitue la rampe de lancement de l'étude de la corporéité masculine, pour les plus audacieux des chercheurs du moins, ceux qui se sont débarrassés de l'idée qu'on ne parle pas de ces choses là. "Prioritairement orientées vers le féminin, conclut Fouquet, les recherches peuvent aujourd'hui atteindre le masculin, et l'ensemble se reconstruire" (p.83). Nous approchons là l'un des leitmotive du livre: cesser de restreindre l'histoire des femmes aux femmes !

"Le féminisme des années soixante-dix, écrivent Sylvie Van de Casteele-Schweitzer et Danièle Voldman, en optant pour une non-mixité radicale, a favorisé le raisonnement d'exclusion vis-à-vis des hommes" (p. 68). Dans leur courte contribution, "Les sources orales pour l'histoire des femmes", ces deux auteurs résument à leur manière, fort pertinente, d'ailleurs, l'histoire de l'histoire des femmes: "par priorité, au cours des années 70, il a fallu affirmer et confirmer la présence des femmes dans l'histoire. Reste, maintenant, à les résituer (...)" (p. 69).

C'est bien à un recentrage, en effet, que procèdent la plupart des historiens de l'ouvrage, qui interrogent les rapports masculin/féminin plutôt que la signification intrinsèque du féminin. La préoccupation n'est d'ailleurs pas le propre des historiens; dans d'autres sciences humaines, l'anthropologie, par exemple, les chercheurs ont la même exigence, montre Pauline Schmitt-Pantel: "prendre en considération à part égale le masculin et le féminin dans toute analyse historique et penser que les rapports qu'ils entretiennent peuvent être moteurs de l'histoire" (p. 101).

Elargir le champ de l'histoire des femmes, c'est surtout aborder différemment les objets de recherche. C'est poser de nouvelles

³ Gallimard, coll. "Idées", éd. de 1971.

questions: "L'histoire des femmes peut bien apparaître comme un analyseur du psychisme masculin, écrit Yvonne Knibiehler; elle doit conduire les hommes à s'interroger sur ce refoulement-là" (p. 53). C'est exactement ce que fait Alain Corbin qui, dans un bel article intitulé "Le "sexe en deuil" et l'histoire des femmes au XIXe siècle" soutient la thèse que "La conviction (des hommes) de l'infériorité sexuelle masculine hante la vision savante de la femme" (p. 143). L'histoire des femmes devient l'histoire du rapport entre les sexes et entre leurs domaines respectifs, parfois éloignés, parfois partiellement confondus. "Il convient aujourd'hui de mettre l'accent sur la solidarité, la complémentarité, la subtile distribution des rôles, recommande Corbin; cela, aussi bien dans le domaine des pratiques sociales que dans celui des interventions symboliques. Mais il importe aussi de prendre en compte le jeu des relations imaginaires. Représentation de l'autre et image de soi ne se façonnent pas indépendamment" (p. 147). C'est la leçon à tirer de l'ouvrage. Non seulement, le temps est fini où les femmes s'étudient (dans les deux sens du terme) en tant que catégorie isolée d'un champ social plus large, mais en plus l'interaction entre le masculin et le féminin est productrice de sens. Il est significatif que parmi les ouvrages les plus fréquemment cités dans ce colloque figurent ceux de Martine Segalen⁴ et d'Yvonne Verdier⁵, deux recherches ethnologiques qui, justement, s'attachent à comprendre l'articulation des rôles sexuels dans deux communautés françaises et non à décrire la vie des femmes qui y vivent.

Cette conception de l'histoire des femmes semble bien être celle de tous les auteurs qui ont contribué à la question: "Une histoire des femmes est-elle possible ?". Citons pour terminer dans cet esprit la vision exprimée par Pauline Schmitt-Pantel dans un remarquable article sur "La différence des sexes, histoire, anthropologie et cité grecque": "La recherche des espaces et des rôles sexuels, la découverte des brouillages et des interférences entre le masculin et le féminin, mais aussi des tensions et des conflits entre les hommes et les femmes, opèrent la mise au jour d'une structure sociale et idéologique, spécifique à chaque culture, qui a permis et permet le fonctionnement de la société" (p. 104).

⁴ *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, 1980.

⁵ *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Gallimard, 1979.

**Kinder in der Industriegesellschaft - wozu ?
Analysen - Perspektiven - Kurskorrekturen.
Max Wingen**

Edition Interfrom, Zürich, 1982. Broschiert, 119 Seiten, SFr. 14.-.

**Nichteheliche Lebensgemeinschaften. Formen, Motive, Folgen.
Max Wingen**

Edition Interfrom, Zürich, 1984. Broschiert, 122 Seiten, SFr. 14.-.

*Prof. Dr. H.-J. Hoffmann-Nowotny, Soziologisches Institut der
Universität Zürich, Zeltweg 67, 8032 Zürich.*

Den in den fortgeschrittenen Industriegesellschaften gestellten Fragen, "Sterben die Europäer aus ?" (Schubnell, in: Franke/Jürgens) oder "Keine Kinder - Keine Zukunft ?" (Franke/Jürgens, Hrsg., Boppard, 1978), hat sich jüngst auch eine Gruppe von Schweizer Demographen mit einer Arbeit unter dem Titel "Sterben die Schweizer aus ?" angeschlossen. Selbst wenn man diese Schreckensfrage nicht zum Wortwert nehmen darf, so kann inzwischen doch als hinlänglich bekannt gelten, dass sich hinter den damit angesprochenen demographischen Indikatoren (insbesondere der Nettoreproduktionsrate) fundamentale Veränderungen im Beziehungs- und Partnerschaftsverhalten, in Bezug auf Ehe und Familie sowie das Geschlechtsrollenverständnis und -verhalten verbergen. Diese Wandlungsprozesse haben ohne Zweifel gesamtgesellschaftliche Ursachen und wirken ihrerseits auf gesamtgesellschaftliche Sachverhalte zurück. Bevölkerungssoziologen (z.B. J. Schmid) stellen die Frage, ob wir in den fortgeschrittenen Industrienationen eine Phase des demographischen Übergangs erreicht haben, in der dauerhaft die Reproduktion der Bevölkerung nicht mehr gewährleistet sei. Sie sprechen von einer "Theorie der säkularen Nachwuchsbeschränkung" (Linde), nach der die moderne Gesellschaft den Optionsspielraum so erweitert habe, dass Kinder nur noch eine und nicht besonders präferierte Option unter anderen darstellen. Familiensoziologen befassen sich mit der Entehelichung der Gesellschaft, mit steigenden Scheidungsraten und sinkenden Wiederverheiratungsquoten sowie der Zunahme alternativer Lebensgemeinschaften unterschiedlicher Art und verschiedenen Umfangs. In der Soziologie der Frau und der Geschlechtsrollen wird auch unter nichtfeministischen Vorzeichen eine zumindest in der Tendenz zunehmende Verselbständigung der Frau und der Geschlechtsrollen festgestellt, wobei gleichzeitig ein Auseinanderfallen von Verhalten und Einstellungen konstatiert wird.

Diese Entwicklungen, die ohne Zweifel säkularen Charakters sind, haben sich in den letzten zwanzig Jahren massiv beschleunigt. Es erscheint naheliegend, dass sie nicht nur ein rein akademisches Interesse, sondern auch die Aufmerksamkeit der Politiker, einer Reihe von Organisationen und generell einer breiteren Öffentlichkeit gefunden haben. Das modellsimulatorisch hochgerechnete Aussterben einer Population nimmt sich natürlich am spektakulärsten aus, aber auch andere Stichworte wie Überalterung der Bevölkerung, voraussehbares Rentendebakel, Konservativisierung des politischen Lebens, Schwinden des Innovationspotentials, haben Beachtung gefunden und Befürchtungen ausgelöst. Demgegenüber werden von ökologischer Seite die Vorteile einer Entlastung der Umwelt durch eine schwindende Bevölkerung hervorgehoben.

Für die Sozialwissenschaften war dieser Sachverhalt sicher ein auch ressourcenträchtiger Anlass, sich vermehrt mit dem eingangs skizzierten Problembereich zu befassen, wobei die Verbindung zum Geburtenrückgang oft, aber sicher nicht immer zentral war. Wir verdanken diesem Anlass z.B. eine beachtliche familiensoziologische Forschung, die weit über den Aspekt des Geburtenrückgangs hinausgeht.

Aus naheliegenden Gründen gibt der Geburtenrückgang aber Anlass zu der Frage, ob und gegebenenfalls mit welchen Mitteln auf diesen Sachverhalt mit politischen Mitteln reagiert werden soll. Pronatalistische Politiker sind nun keine Erfindung der jüngsten Zeit, auch wenn in Deutschland wegen seines Missbrauchs in jüngerer Vergangenheit das Wort "Bevölkerungspolitik" immer noch tabuisiert ist und das damit Gemeinte auch in anderen Ländern recht kontrovers behandelt wird. Umso verdienstvoller ist es, wenn Max Wingen, Honorarprofessor für Bevölkerungswissenschaft und Familienpolitik an der Universität Konstanz und Präsident des Statistischen Landesamtes Baden-Württemberg, dessen obengenannte Arbeiten hier zu besprechen sind, sich aus wissenschaftlicher Perspektive zur Bevölkerungspolitik äussert und sich auch nicht scheut, deutlich Stellung zu beziehen. Vorab ist vielleicht noch festzuhalten, dass Bevölkerungspolitik nicht automatisch mit einer pronatalistischen Politik gleichgesetzt werden darf. Sie findet auch statt, wenn der Staat darauf verzichtet, auf einen ablaufenden Bevölkerungsprozess Einfluss zu nehmen.

Auch wenn Wingen sich durchaus als Familienpolitiker versteht, ein Begriff der weitaus weniger belastet ist als Bevölkerungspolitik, auch wenn dieser einige wichtige Aspekte mit dem ersten teilt, so geht es ihm nun keineswegs darum, eine Politik der einen oder der anderen Richtung kurzsinnig vorzuschlagen.

In seinem Werk "Kinder in der Industriegesellschaft - wozu ?" durchleuchtet er vielmehr das gesamte Umfeld eines Wandels, der seinen Niederschlag unter anderem auch in reduzierten Kinderwünschen und Geburten findet. Der Autor lässt auch keinen Zweifel daran, dass das Grundrecht der Eltern, nämlich frei, verantwortlich und informiert über die Zahl der Kinder und den zeitlichen Abstand ihrer Geburt zu entscheiden, nicht zur Disposition gestellt werden kann. Auf der anderen Seite stellt Wingen aber auch fest, und dies ist für ihn ganz zentral, dass die Konsequenzen solcher freien Entscheidungen nicht allein die entscheidenden Individuen betreffen, sondern die Gesellschaft als ganzes, von deren Gedeihen ja die in ihr lebenden Individuen wiederum abhängig sind, ebenfalls von den genannten Entscheidungen betroffen ist. Wie der Autor zu Recht feststellt, wird in den sozialistischen Ländern Europas nicht zuletzt in Erkenntnis dieser Gegebenheiten eine Zielvorstellung zur Bevölkerungsentwicklung postuliert und staatlicherseits propagiert, wie sie bei uns gegenwärtig kaum vorstellbar wäre, vom Autor aber auch in keiner Weise gefordert wird. Für ihn ist Familienpolitik, die - wie gesagt - immer auch ein Stück Bevölkerungspolitik sein wird, Ordnungs- und Strukturpolitik. Gerade in der Familienpolitik müssen, wie Wingen meint, Ordnungsvorstellungen über die Gesellschaft und über ihre Entwicklung wie auch über die Stellung des Einzelnen in dieser Gesellschaft zum Zuge kommen. Notwendig ist dabei ein "realistisches Utopiequantum". Mit einer Politik der kleinen Schritte soll ein System überwunden werden, das stark von Leitvorstellungen durchsetzt ist, die einer möglichst weitgehenden Identität von persönlichem und gesellschaftlichem Interesse mehr oder minder zuwiderlaufen. Fallen diese Interessen auf Dauer auseinander, so muss - nach Wingens Meinung - die Gesellschaft Schaden nehmen. Ebenso wie in dieser Hinsicht, lässt der Autor aber auch keinen Zweifel daran, dass die individuellen Vorstellungen der einzelnen Ehepaare mit den Ansprüchen des Gemeinwohls nur auf freiwilliger Grundlage in Übereinstimmung gebracht werden können. Ob dies unter den gegebenen Umständen auf dem Wege einer bisher bei uns kaum in Angriff genommenen demographischen Information, Erziehung und Bildung (Population Education) erreicht werden kann, muss hier offen bleiben.

In den Problemkreis Familie und Familienpolitik fällt auch Wingens Schrift "Nichteheliche Lebensgemeinschaften: Formen, Motive, Folgen". Wie wir, wenn auch nicht mit letzter statistischer Genauigkeit wissen, haben Formen nichtehelichen Zusammenlebens in den letzten Jahren in vielen Ländern stark zugenommen. In der Bundesrepublik Deutschland lebten 1982 rund zwei Millionen Menschen, d.h. eine Million Paare, unverheiratet zusammen. Für die Schweiz schätzt Kurt Lüscher die Zahl nichtehelicher Lebensgemeinschaften auf rund 100'000. Soziologisch interessant erscheint, dass sich solche Lebensgemeinschaften nicht eindeutig

bestimmten sozialen Schichten zuordnen lassen; dagegen ist eine grössere Verbreitung in städtischen Umwelten gegenüber ländlichen festzustellen. Nach Wingen hat es den Anschein, dass Frauen mit Erfahrungen in nichtehelichen Lebensgemeinschaften überdurchschnittlich häufig aus Elternhäusern kommen, in denen besonders ausgeprägte geschlechtsspezifische Erziehungsstile nicht bestanden. Dies weist seiner Meinung nach darauf hin, dass weniger die soziale Schichtzugehörigkeit als vielmehr die jeweilige Binnenstruktur der Herkunfts-familie und die dort dominanten Rollenmuster die Bereitschaft beeinflussen, nichteheliche Lebensgemeinschaften einzugehen. Der offenbar weitgehenden Schicht-unabhängigkeit des nichtehelichen Zusammenlebens widerspricht natürlich nicht, dass die Einstellung dazu mit steigendem Bildungsgrad positiver wird.

Insgesamt meint Wingen, dass die vorliegenden Ergebnisse eine steigende gesellschaftliche Akzeptanz von nichtehelichen Lebensgemeinschaften erkennen lassen. Diesen Begriff schlägt Wingen zur Verwendung für nicht legalisierte Paarverbindungen vor und lehnt gleichzeitig Bezeichnungen wie "eheähnliche Verbindung", "Ehe ohne Trauschein" oder "freie Lebensgemeinschaft" ab. Einige seiner Kernfragen lauten dann: Handelt es sich bei den nichtehelichen Lebensgemeinschaften um Ehen auf Probe, die über eine neue Phase im Ehefindungsprozess schliesslich doch in eine Ehe münden, oder zeichnen sich hier Daueralternativen zur Ehe ab? Deutsche wie französische Untersuchungen zeigen, dass bei einem mehr oder minder grossen Teil von später verheirateten Paaren, die zunächst unverheiratet zusammengelebt haben, von vornehmerein die Absicht bestanden hat, zu einem späteren Zeitpunkt zu heiraten. Bei einem kleineren Teil lässt sich jedoch eine grundsätzliche Ablehnung der Ehe verzeichnen. Paare, die länger als fünf Jahre in einer nichtehelichen Lebensgemeinschaft gelebt haben, lehnen die Institution Ehe besonders strikt ab. Diese Ergebnisse einer französischen Studie legen ferner den Schluss nahe, dass Frauen in stärkerem Masse zu einer nichtehelichen Lebensgemeinschaft tendieren als Männer.

Obwohl die Zahl nichtehelicher Lebensgemeinschaften anscheinend im Zunehmen begriffen ist, warnt Wingen vor vorschnellen Schlussfolgerungen hinsichtlich deren weiterer Entwicklung. Es erscheint durchaus denkbar, dass es sich dabei um ein kohortenspezifisches Phänomen handelt, dass sich nicht unbedingt weiter fortsetzen muss. Nützlich für die weitere Forschung zu diesem Thema, die aber noch weitgehend in den Kinderschuhen steckt, dürften die vom Autor entwickelte "Faktorstruktur nichtehelichen Zusammenlebens" sowie "eine Typologie nichtehelicher Lebensgemeinschaften" sein.

Im weiteren geht Wingen auch auf die rechtlichen Probleme nichtehelicher Lebensgemeinschaften ein, wobei sich zeigt, dass

diese, insbesondere wenn in einer solchen Gemeinschaft Kinder geboren werden, sehr komplexer Natur sind. Die Ablehnung der rechtlich definierten Institution Ehe und ihr Ersatz durch privat-rechtliche Konstruktionen bringen die Beteiligten häufig, wie der Präsident des Bundesverfassungsgerichts formuliert, vom Regen in die Traufe. Wie in dem vorab besprochenen Werk, versäumt Wingen es auch in Bezug auf nichteheliche Lebensgemeinschaften nicht, familienpolitische Schlussfolgerungen zu ziehen. Wiederum geht er aber auch hier behutsam und vorsichtig zu Werke. Auch wenn er unverkennbar nicht für Alternativen zur Ehe plädiert, so spricht er doch keineswegs der traditionellen Ehe und der darin verankerten überkommenen Arbeitsteilung zwischen Mann und Frau das Wort. Zentral erscheint ihm vielmehr die Frage, wie die Institution der Ehe für eine kritische junge Generation an Glaubwürdigkeit gewinnen kann. Das heisst für ihn aber auch, dass die traditionelle Struktur nicht fraglos übernommen werden kann. Aus familienpolitischer Sicht geht es aber nicht nur um die Ehe, sondern gleichfalls um die Zuordnung von Ehe und Familie, das heisst, um die Erweiterung der Ehe bzw. einer nichtehelichen Lebensgemeinschaft um Kinder. So stehen sich dann, in Analogie zur nichtehelichen Lebensgemeinschaft, die nichteheliche Familie und die ehebezogene Familie gegenüber. Es ist nicht nur ein verfassungsrechtliches Problem, ob auch nichteheliche Familien den grundgesetzlich verbürgten Schutz in Anspruch nehmen können. Sollten nichteheliche Familien, die heute noch eine verschwindende Minderheit darstellen, tatsächlich zunehmen, so wird die Familienpolitik nicht umhinkommen festzulegen, ob sie eheliche und nichteheliche Familien in jeder Hinsicht gleichbehandeln will, wie dies z.B. in Schweden der Fall ist, oder ob sie ein bestimmtes Familienmodell, nämlich das auf der Ehe basierende, präferieren will. Wingen meint, die Zusammengehörigkeit von Ehe und Familie sollte nicht einfach postuliert, auch nicht vorschnell als natürliche Gegebenheit beschworen, sondern als innerlich begründet sichtbar gemacht werden.

Es kann kein Zweifel daran bestehen, dass Institutionen Zwangsmechanismen sein können, aber auch der Stabilität und dem Schutz der Schwächeren dienen. Kinder brauchen beides. Wie die steigenden Scheidungsziffern - auch von Ehen mit Kindern - zeigen, ist die Ehe als Institution aber keine Garantie, dass Kinder Stabilität und Schutz erfahren. Hier stösst Familienpolitik aber wohl an ihre Grenzen.

Cultes du corps. Enquête sur les nouvelles pratiques corporelles.
Eliane Perrin

Ed. Favre, Lausanne, Coll. Regards sociologiques, 1985. Broché,
 196 pp., Prix: Fr. 23.80

*Pascal-Eric Gaberel, Ass. à l'Université de Genève.
 Dpt de l'Instruction Publique, Service de la Recherche Sociologique,
 8, rue du 31 Décembre, 1207 Genève.*

Il semble que certains objets échappent à la sociologie et que seules des méthodes empruntées à l'éthnologie ou à l'anthropologie culturelle permettent de les approcher. Le corps est de ceux-là; impossible de le constituer comme objet de recherche dans le champ propre de la sociologie, impossible de le réduire à une modélisation simple et falsifiable, impossible de le saisir dans son entier.

Dès lors, la seule démarche qui ne soit pas arbitrairement mutilante réside dans l'analyse de la construction sociale de cette réalité particulière par ceux qui désirent la manipuler. Cette voie est précisément celle suivie par Eliane Perrin dans son étude des nouvelles pratiques du corps. On s'éloigne alors du "corps charnier des signes" décrit par Baudrillard pour assister à la découverte d'un corps plus intérieur, émotif et expressif par les pratiquants de ces "thérapies pour normaux" qui se nomment expression corporelle, massage euphorique, rebirth, bioénergie, gestalt thérapie, etc. ...

La démarche suivie par l'auteur des "cultes du corps" passe tout d'abord par une observation des pratiques "de l'intérieur", en participant aux stages, en faisant partie des groupes, en suivant le processus d'initiation et de socialisation proposé lors des stages, bref, en "faisant l'indien". Comme le dit Evans-Pritchard dans "Anthropologie sociale": "La société indigène doit être dans l'anthropologue, et pas simplement sur ses fiches, s'il veut la comprendre". De ce genre d'approche d'une pratique, il ressort, le plus souvent, une foule de détails et une masse de faits difficiles à articuler ou simplement à dire.

Cependant, la participation à une dizaine de ces stages, qui présentent généralement un large éventail de techniques empruntées aux autres pratiques, résout cette difficulté en rendant possibles des comparaisons et des compléments d'information réciproques. En outre, la multiplicité des approches autres que l'observation - détermination des filières, lecture symbolique des tracts, analyse et interprétation des consignes, définition sociale des participants - étayent les nombreuses possibilités d'interprétation qui sont illustrées par la relation de deux stages

exemplaires. L'articulation entre les faits et les interprétations proposées - évolution des motivations et des types de pratiques, formation et rôles des animateurs, nouvelle place du corps, de l'expérience, du présent, de l'égalitarisme et de l'égocentrisme et enfin innocuité des pratiques - est aussi renforcée par une mise à jour de l'univers théorique de ces pratiques, par un questionnement de ce que disent les maîtres: qu'est-ce qu'un normal, qu'un marginal, qu'est-ce qui fonde la thérapie, pourquoi des groupes et quelles sont les analyses sociales sous-jacentes ?

Ainsi, l'ouvrage d'Eliane Perrin nous fait découvrir de l'intérieur ces nouvelles pratiques corporelles, répondant aux questions que beaucoup se posent sur ces groupes situés "entre sourires gênés et activités secrètes". Au fil du récit de cette recherche, ces questions seront souvent reformulées sur la base de faits souvent cocasses: le regard d'un chat, apparition des effets "Knock" ou "cocotte-minute", et aussi à l'aide d'une distance rendue possible par une dose d'humour qui manque à la plus part des ouvrages contemporains.

Le lecteur pénètre ainsi dans des lieux particuliers accompagné d'un guide qui lui fait remarquer les normes et les interdits, non pas absents mais différents, les itinéraires des participants et leurs valeurs, les conflits et leur négation et toutes les nuances du corporeïsme qui s'est inséré dans la société occidentale. Le lecteur se surprend alors à regretter qu'il n'existe actuellement que peu d'ouvrages sur le corps qui l'abordent sous l'angle anthropologique, alors que ce type de questionnement a le mérite (ou le défaut) de poser la difficile question des limites et du morcellement de la sociologie.

La Saumone: féminaire d'anthropologie

Martha I. Moïa

Mercure de France, Coll. Mille et une femmes,
Paris, 1984, Broché, 204 pp. Prix: FF 92.-.

M. Haour-Knipe, 5, rue St-Ours, 1205 Genève

"La saumone est une poissonne qui n'oublie pas que l'endroit où l'on naît est celui d'où l'on est".

C'est ainsi que commence l'essai de Marthe Moïa qui aime jouer avec les mots et les idées, et qui est bien servie en cela par sa double formation d'anthropologue et de linguiste. Son livre, LA SAUMONE, d'abord conçu en espagnol, langue maternelle de

l'auteur, mais fortement influencé par l'anglais, langue de ses études, a été ensuite retravaillé en vue de la traduction française.

Ce que Moïa essaie de faire c'est tout simplement, et tout aussi radicalement, de repenser l'anthropologie à partir du point de vue de la femme. "Etre femme, penser femme, parler femme, là se trouve la clef de cette anthropologie nouvelle dans laquelle moi, femme, je parcours cette partie de monde si vaste et à peine évoquée qu'est LA féminin". Tout comme la saumone, qui essaie de retrouver ses origines, elle essaie de restituer l'univers féminin oublié des anthropologues. "Séjournant en mer, les saumones regagnent les eaux douces pour pondre, retrouvant la rivière dont elles sont originaires par la perception de substances dissoutes à des doses infinitésimales".

Moïa s'oppose radicalement à l'anthropologie traditionnelle qu'elle attaque comme étant à la fois ethnocentrique et androcentriste. Si les anthropologues dignes de ce nom ont cessé depuis longtemps de parler de "sauvages", de primitifs", et de sociétés "archaïques", perdure en revanche la tendance à analyser les sociétés à tissu de parenté (comme propose de les appeler M. Moïa) selon les valeurs de la culture de l'observateur.

L'anthropologie a aussi été, jusqu'à très récemment, et continue largement de l'être, nettement androcentriste. Le monde des femmes, à part quelques rares exceptions, a été ignoré jusqu'au mouvement féministe des années 70. Pire, des tentatives de théorisation ont été basées sur des modèles de pensée et des valeurs masculines. Telle est la base du livre de Martha Moïa. Sans utiliser d'hypothèses, qu'elle trouve fossilisantes, elle soulève la question "Quelles sont la part des femmes et la part des hommes dans la création de certaines formes d'organisation sociale ?" Projet ambitieux, et, comme elle le dit elle-même, nullement terminé avec la publication de son livre. D'ailleurs elle vise bien plus à soulever des questions et à susciter un dialogue qu'à apporter des réponses définitives.

Que Moïa s'attaque à l'idée selon laquelle les femmes sont échangées pour garantir la paix entre groupes de chasseurs guerriers - conception qui les réduit à un rôle passif d'objet d'échange - ne devrait pas surprendre. Se basant sur des données concernant des sociétés à tissu de parenté, et utilisant aussi beaucoup sa formation de linguiste (par exemple en discutant les liens linguistiques entre femme-mère, paix-amitié et parenté), elle construit un autre scénario, fondé sur la femme en tant que (ré)génératrice de la vie biologique ET organisatrice de la vie sociale. Si chaque société divise les gens en "nous" et "les autres", avec interdiction de tuer entre "nous", ce serait les femmes, qui, en refusant des relations sexuelles avec les hommes du même groupe, obligent à la transformation en "nous" des "autres". La notion du mariage, fon-

damentale dans l'analyse anthropologique, serait, selon Moïa, un des concepts les plus fortement influencés par l'ethnocentrisme victorien des premiers anthropologues. Le mariage devrait être considéré comme un contrat culturel (donc artificiel et arbitraire) qui n'a pas forcément beaucoup à voir avec la relation sexuelle, celle-ci ne faisant parfois même pas partie du contrat. Pour mieux comprendre ce que peut bien représenter le mariage du point de vue des gens d'une société à tissu de parenté, et surtout du point de vue des femmes, Moïa invente des concepts comme "monoandrie" et "monogynie". Mais il ne s'agit pas ici simplement d'une question de vocabulaire; en changeant les mots Moïa essaie de nous obliger à conceptualiser autrement. Ainsi, vu du côté des femmes, la polygynie, système où un homme partage ses faveurs entre plusieurs femmes, devient la monoandrie, groupe de femmes vivant et travaillant ensemble et qui, par ailleurs, partagent le même mari. De même, la polyandrie, une femme qui a plusieurs maris, devient monogynie, plusieurs hommes qui partagent la même femme. C'est dans ce genre de saut épistémologique que réside la grande nouveauté, et, il faut l'admettre, la difficulté du livre.

Moïa poursuit en soutenant que le lien de base de l'organisation sociale est non pas le lien homme-femme (un autre vestige de l'androcentrisme anthropologique), mais le lien femme-enfants. Celui-ci donne naissance au gynégroupe, que Moïa appelle la mamelle. Quand on commence à prendre en compte le gynégroupe, le sens de relations de parenté change, comme par exemple la relation soeur-frère. Le mari n'a pas forcément un rôle capital dans la reconnaissance ni dans l'éducation de ses enfants au sein du gynégroupe, ces rôles sont plutôt remplis par le frère de la mère, frère et soeur étant unis par le fait qu'ils sont issus de la même mère. De même, les relations entre "cousins croisés" prennent plus de sens quand on se base sur le gynégroupe: le fils de la soeur de la mère est du même groupe, tandis que le fils de la soeur du père ne l'est pas. Cela constitue l'exemple le plus simple; Moïa argumente que lorsqu'on essaie de comprendre le sens de relations plus compliquées (du genre "fille de la fille de la fille du frère de la mère de la mère de la mère" !) l'analyse par gynégroupe rend mieux compte des liens de filiation vus par les gens pour lesquels ces liens sont importants. La structure binaire et hiérarchique inventée par les anthropologues mâles est taxée d'artificielle et d'arbitraire, tandis que la triade gynéfocale, c'est-à-dire "la mayris ancestrale, la mamelle, et le foyer", tient compte des explications trouvées dans les légendes, où l'ancestresse fondatrice est primordiale. Un chapitre sur la cosmovision des femmes, avec une mère archaïque fondatrice universelle (la mayris ancestrale), est novateur, mais c'est ici que les données manquent le plus cruellement.

La deuxième partie du livre traite des sexes face au problème de la subsistance. Moïa attaque l'idée selon laquelle la chasse à été à la base de la subsistance, elle la traite plutôt comme une activité représentant la quintessence de la virilité, mythiquement fortement investie, mais finalement moins utile pour l'approvisionnement en nourriture quotidienne que la cueillette, activité des femmes. La cueillette demande une grande connaissance de la nature (qui d'entre nous pourrait vivre de la cueillette aujourd'hui ?) et la préparation de la nourriture une grande maîtrise technique (fabrication des pots de cuisson, des récipients, etc.). Dans ces pages Moïa est un peu légère avec les données: ça grince quand elle proclame à plusieurs reprises "Tous les peuples ...". Mais son idée que le pouvoir des femmes de donner au monde des enfants est compensé par les hommes par le pouvoir de donner au village la dépouille d'un animal chassé est provocatrice et mérite débat. La chasse représente-t-elle l'envie des hommes de donner naissance ? Ici le débat entre l'anthropologie et la psychanalyse pourrait être riche.

Son analyse des mythes montre que la guerre des sexes n'a pas commencé avec l'industrialisation. La question de base, POURQUOI dans la plupart des sociétés connues les femmes sont-elles dominées, reste, hélas, sans réponse. Le pouvoir de donner naissance représente-t-il un pouvoir tellement grand pour les femmes qu'elles n'ont pas besoin de s'affirmer dans d'autres domaines, tuer des animaux par exemple, ou subir des rites dans le but de prouver leur courage ? Ou au contraire, la grossesse représente-t-elle une grande faiblesse ? Ici Moïsa raconte un mythe merveilleux selon lequel, lors d'une prise de pouvoir, les guerriers d'une tribu auraient rendu enceintes simultanément toutes les femmes, et pris le pouvoir juste avant leur accouchement.

Nous ne pouvons, avec Moïa, que regretter l'absence de données concernant les mythes DES femmes concernant les femmes. Ce genre d'informations commence seulement à être récoltées, tâche d'autant plus difficile que l'information est secrète. D'après Moïa les rites d'initiation des hommes montrent que la femme EST "naturellement" femme (si elle fait preuve de sa capacité d'enfanter), tandis que l'homme doit DEVENIR homme "artificiellement" (à travers les rites, la douleur). La maternité reste primordiale dans le fait d'être socialement reconnue comme femme. La femme adulte serait "mère de ...", et la femme qui n'a jamais donné naissance reste pour toujours enfant. Cela montre encore l'importance sociale de la capacité d'enfanter, image miroir de l'envie du pénis. D'ailleurs la femme qui parvient à l'âge de la ménopause est socialement assimilée à un homme, par les hommes ET par les femmes.

Tout en étant fondé sur des connaissances savantes, notamment dans les domaines de l'anthropologie et de la linguistique, ce livre n'est pas un livre académique. Il n'y a pas, par exemple, de notes en bas de page, et les références sont minimales dans le texte. Les universitaires risquent d'être dérangés par ce manque de références et de trouver Moïa un peu cavalière dans quelques-unes de ses considérations. Ce n'est pas non plus un livre populaire - Moïa utilise un langage qui demande un certain effort de la part de la lectrice ou du lecteur, tâche rendue plus difficile par le fait qu'elle invente des mots pour exprimer des choses qu'elle pense inexprimables autrement.

Comme souhaité, le livre de Moïa suscite beaucoup de questions et nous oblige à revoir certaines de nos idées. Premièrement, il faut déplorer avec l'auteur le manque scandaleux de données concernant les femmes, et surtout la mythologie des femmes. On peut aussi, ce que Moïa ne fait pas, se demander quel a été l'effet de la mortalité précoce et fréquente sur les liens de parenté. On sait que les représentations de la famille changent beaucoup lorsque la mortalité est forte. On peut présumer qu'elles changent aussi beaucoup quand les détails de la biologie reproductrice sont méconnus. Il semble logique d'insister sur le lien mère-enfant dans ces cas. Moïa parle beaucoup du sang et de son importance symbolique et mythique. Ce qu'elle ne mentionne pas, et ici on peut lui reprocher un certain "modernocentrisme", c'est qu'avant l'ère des contraceptifs le fait de saigner était un état peu fréquent chez la plupart des femmes. Elles allaient, en effet, de grossesse en allaitement, et d'allaitement en grossesse. On peut se demander si cela ne contribuerait pas à accroître l'importance symbolique du sang. Il serait également intéressant de poser la question de la valeur que représente le nourrisson dans ce typoe de société.

En publiant ce livre Moïa s'avance en solitaire dans un champ déjà balisé, mais en fonction des valeurs et modèles masculins. Les perspectives qu'elle ouvre sont neuves et obligent à remettre en question les évidences acceptées jusqu'ici en anthropologie. Mais le livre ne devrait pas rester uniquement dans le cercle anthropologique. Il est à lire par tous ceux et celles qui n'ont pas peur d'être dérangés dans leur confort intellectuel.